

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

OPÉRATION SÉDUCTION

Le pays organisait ce 10 juin, à Paris, un meeting pour faire mieux connaître aux petites et moyennes entreprises tricolores son potentiel, notamment industriel.

Par Valérie Marcellin

La France est le 5^e investisseur étranger en stock et le 4^e en flux en République tchèque. Mais, comme souvent, grâce à nos grands groupes. On compte en effet peu de PME parmi les 500 implantations françaises qui représentent 12 milliards d'euros de chiffre d'affaires et quelque 100 000 emplois. Si nos échanges commerciaux ont

La France est le 5^e partenaire commercial de la République tchèque.

bondi de 160 % au cours de ces dix dernières années, nous accusons avec la République tchèque, notre 2^e partenaire parmi les nouveaux membres de l'Union européenne, notre premier déficit commercial en Europe centrale, de l'ordre de 2,4 Mds € en 2014. « *Ce déséquilibre est principalement structurel, mais le faible intérêt des PME et ETI françaises pour ce petit marché de proximité avait entraîné une stagnation de nos exportations qui n'ont retrouvé que très récemment leur niveau antérieur à la crise économique* », précise le ministère des Affaires étrangères.

La France pourrait donc faire davantage que 3,25 % de parts de marché si les petites et moyennes entreprises se montraient plus offensives. D'autant que le contexte est plutôt favorable. Sortie de la crise fin 2013, l'économie tchèque devrait croître de 2,7 % à 3,9 %, selon les prévisionnistes et d'au moins 2,5 % l'an prochain. CzechInvest, l'agence de promotion des investissements, en tout cas, espère bien convaincre, comme à Paris ce 10 juin, des atouts du pays. « *Les demandes des investisseurs étrangers concernent le plus souvent les secteurs sophistiqués et l'industrie de pointe, où la délocalisation apporte une qualité supérieure tout en maintenant les coûts. La République tchèque ne peut pas, bien entendu, faire concurrence aux destinations low cost, mais elle propose une meilleure valeur ajoutée. Nous avons une des parts d'industrie dans le PIB les plus importantes*

en Europe. Ce n'est pas un hasard ! », fait valoir Tibor Opela, conseiller économique et commercial à l'ambassade à Paris.

Parmi les secteurs prioritaires que Prague souhaite développer, notamment en coopération avec les entreprises françaises, figurent l'industrie automobile, l'électrotechnique, l'aéronautique, le génie mécanique, l'informatique, les nanotechnologies et l'énergie verte. Pour favoriser et soutenir les opérations de fusions et acquisitions, le gouvernement a mis en place la plate-forme CzechLink. « *Ce projet est né des demandes récurrentes des investisseurs étrangers. Actuellement, CzechInvest propose 25 possibilités d'investissements dans des secteurs très variés tels que la sidérurgie, la production de matériaux plastiques, d'instruments musicaux, de meubles, de systèmes d'éclairage, etc. La plate-forme, gratuite, est destinée à toutes les entreprises en "bonne santé financière"* », précise Tibor Opela. Plus de 60 sociétés ont déjà profité de CzechLink, dont une majorité de PME. « *La République tchèque se place régulièrement parmi les pays les plus actifs de la région en nombre de transactions. Elle est en tête avec la Pologne et la Turquie, ce qui est une grande réussite vu notre taille !* », se félicite le conseiller économique. Les fonds structurels de l'UE représentent une autre opportunité d'investissement dans le pays. Pour la période 2014-2020, la République tchèque dispose de 5 milliards d'euros. ■



© Agéforstock